

**Point de presse de la porte-parole -
Coopération scientifique/Journée
d'échanges sur la recherche
française en sciences humaines et
sociales à l'étranger - Territoires
palestiniens/Attentat contre le
convoi du Premier ministre
palestinien - Irak/Réouverture aux
vols internationaux des aéroports
du gouvernement régional du
Kurdistan - Royaume-Uni -
Philippines
(Paris, 14 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Coopération scientifique - Journée d'échanges sur la recherche française en sciences humaines et sociales à l'étranger (Paris, 14 mars 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, interviendra aujourd'hui en clôture d'une journée d'échanges sur la recherche française en sciences humaines et sociales à l'étranger organisée au Quai d'Orsay.

Déployé dans plus de trente pays, le réseau des vingt-sept instituts français de recherche (IFRE/UMIFRE) est un outil original au service de la diplomatie d'influence de la France. Réseau ancien, implanté dans certains pays depuis plus d'une centaine d'années, il est un maillon essentiel de notre réseau culturel, dédié à la diplomatie scientifique.

Le réseau des IFRE/UMIFRE apporte une valeur ajoutée essentielle pour l'analyse du monde contemporain. Dans les pays d'implantation des instituts, il permet tant de renforcer nos liens avec la société civile à travers les intellectuels et les chercheurs, que d'enrichir nos relations bilatérales avec les Etats, y compris dans des zones sensibles. Il porte également nos valeurs d'universalité, de promotion de la science et de diversité intellectuelle et linguistique sur lesquels la France est attendue. Il est aussi une source indispensable d'analyse des phénomènes historiques ou contemporains en sciences humaines et sociales qui enrichit le travail diplomatique tout en contribuant à alimenter la scène scientifique et intellectuelle française.

Le partenariat avec le Centre national pour la recherche scientifique (CNRS) conclu il y a 10 ans pour vingt-cinq des instituts a permis de renforcer l'excellence scientifique du réseau et sa renommée sur la scène internationale de la recherche. Il est renouvelé aujourd'hui.

En 2018, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères consacre 5 millions d'euros au réseau des instituts de recherche et met 75 agents à sa disposition, consentant un effort budgétaire constant pour développer cette ressource intellectuelle unique au monde.

Plus d'informations sur le réseau des UMIFRE et sur le programme de cette journée d'échanges :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique/archeologie-sciences-humaines-et-sociales/actualites/article/la-recherche-francaise-a-l-etranger-en-sciences-humaines-et-sociales-journee-d>

2 - Territoires palestiniens - Attentat contre le convoi du Premier ministre palestinien (13 mars 2018)

La France condamne l'attaque qui a visé le 13 mars le convoi du Premier ministre palestinien, M. Rami Hamdallah, peu après son entrée dans la bande de Gaza.

Elle adresse ses vœux de prompt rétablissement aux blessés et appelle à ce que toute la lumière puisse être faite sur les circonstances et les responsabilités de cette attaque.

La France réitère son engagement à agir en faveur de la population de Gaza ainsi que son soutien au processus de réconciliation inter-palestinienne en cours depuis plusieurs mois, qui doit y permettre le retour des institutions légitimes palestiniennes.

3 - Irak - Réouverture aux vols internationaux des aéroports du gouvernement régional du Kurdistan (13 mars 2018)

La France salue l'annonce du Premier ministre Haïder al-Abadi de la réouverture des aéroports du gouvernement régional du Kurdistan aux vols internationaux, à la suite d'un accord trouvé entre les autorités régionales kurdes et le gouvernement fédéral irakien sur leur gestion.

Cette décision, ainsi que l'accord trouvé pour le versement des salaires de certains fonctionnaires directement par les autorités fédérales, constituent une avancée encourageante vers la résolution, au bénéfice des populations, des autres différends dans le cadre constitutionnel irakien et dans le respect de l'autonomie kurde. Nous formons le vœu que ce dialogue se poursuive de manière constructive vers la pleine normalisation des relations entre Bagdad et Erbil.

Au cours des derniers mois, la France a appuyé de manière active les discussions entre les autorités fédérales irakiennes et les représentants de la région autonome du Kurdistan, en lien avec les Nations unies et ses partenaires. Le président de la République avait reçu le Premier ministre irakien, M. Haïder al-Abadi le 5 octobre 2017. À la demande du président, M. Jean-Yves Le Drian s'était ensuite rendu en Irak le 12 février dernier, où il s'était entretenu

avec le Premier ministre irakien et le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan, M. Nechirvan Barzani. M. Le Drian les avait à cette occasion de nouveau encouragés à retrouver le chemin d'un Irak uni et respectueux de sa diversité.

4 - Royaume-Uni

Q - Le Royaume-Uni considère comme "hautement probable" que la Russie soit responsable de l'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille. L'ambassadeur de Grande-Bretagne en France a hier soir "exigé une réponse forte et coordonnée avec nos alliés". La France jusqu'à présent montre sa solidarité mais évite de mentionner la Russie dans cette affaire. Vu la nature des accusations britanniques, est-ce que la France serait prête à se joindre à une réponse forte et coordonnée ?

R - Nous sommes en contact étroit avec les Britanniques au sujet de cette attaque totalement inacceptable. Le ministre a exprimé hier à son homologue Boris Johnson la solidarité de la France avec le Royaume-Uni, tout comme le Président de la République auprès de la Première ministre.

La France adhère pleinement aux termes de la déclaration que vient d'adopter le conseil de l'Atlantique nord, à laquelle je vous renvoie par ailleurs.

5 - Philippines

Q - Avez-vous une réaction à l'annonce par les Philippines de leur volonté de se retirer de la Cour pénale internationale ?

R - La France déplore l'intention des autorités philippines de se retirer du statut de Rome de la Cour pénale internationale. Une telle décision pénaliserait d'abord les Philippines et sa population.

La France souhaite le maintien du dialogue avec les Philippines sur ce sujet, et espère que ce pays reviendra sur son intention.

La France soutient l'action de la Cour, première juridiction pénale internationale permanente et indépendante, et promeut l'universalité du statut de Rome. Elle saisit cette occasion pour appeler les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer dans les meilleurs délais au statut de Rome./.